



1948 à 2006 Israël et ses voisins

La Palestine était au temps de l'empire ottoman une province déshéritée sise entre le Jourdain et la Méditerranée et peuplée d'Arabes musulmans ainsi que d'importantes minorités juive et chrétiennes.

Premières tensions

Au XIXe siècle arrivent les premiers colons sionistes. Ils mettent en valeur la zone littorale et la Galilée, où affluent à leur suite des travailleurs des pays voisins... Après la Première guerre mondiale, la Palestine devient un protectorat britannique.



L'ONU, pour tenter de mettre fin aux tensions entre les différentes communautés, propose de partager la province en deux États mais les pays arabes refusent son plan et seul est fondé l'État d'Israël, le 14 mai 1948.

Une coalition arabe tente de tuer dans l'oeuf le nouvel État. Mais celui-ci conserve la plus grande part de la Palestine, à l'exception du centre historique de Jérusalem, des montagnes de Judée (la Cisjordanie), à vieux peuplement musulman et chrétien, et de la bande de Gaza, où se réfugient beaucoup de travailleurs musulmans de la zone littorale.

Le royaume voisin de Transjordanie s'arroge l'administration de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, en prenant le nom de Jordanie ; l'Égypte administre la bande de Gaza.

Israël et les territoires palestiniens

	Israël	Gaza	Cisjordanie
<i>superficie en km2</i>	20 620	380	5 640
<i>densité (hab/km2, 2000)</i>	290	3 000	360
<i>population totale (2000)</i>	6 000 000	1 132 000	2 000 000
<i>dont juifs</i>	5 000 000		



L'État d'Israël et les territoires de l'Autorité palestinienne occupent une étroite bande de terre sur la côte orientale de la Méditerranée, délimitée par la vallée du Jourdain, soit 26.000 km2 et près de 10 millions d'habitants en 2000...

[Cliquer pour agrandir la carte](#)

D'une guerre à l'autre

- la guerre du Sinaï (1956) :

Quelques années plus tard, en 1956, c'est au tour d'Israël de profiter de la crise de Suez pour attaquer son plus important ennemi, l'Égypte. Mais là aussi, échec à l'agresseur : en dépit de sa victoire sur le terrain, *Tsahal*, l'armée israélienne, doit se retirer derrière les frontières de 1948.

- la guerre des Six Jours (1967) :

Une nouvelle fois menacé en 1967 par une coalition arabe, Israël prend les devants et dans une spectaculaire guerre-éclair, occupe l'ensemble de la Palestine historique, la péninsule égyptienne du Sinaï et même le plateau syrien du Golan, position stratégique essentielle au-dessus de la plaine de Galilée. Jérusalem est réunifiée et devient la capitale officielle de l'État hébreu.

- la guerre du Kippour (1973) :

Le président Anouar el-Sadate, successeur de Nasser à la tête de l'Égypte, lance une quatrième guerre en 1973 qui se solde par une défaite honorable. Elle lui permet à Camp David, en 1978, de négocier la paix avec Israël sous l'égide des États-Unis.

Israéliens et Palestiniens face à face

Après ces conflits «classiques» entre armées régulières, l'État hébreu croit pouvoir s'installer dans la durée et jouir enfin de ses atouts (scientifiques de valeur, entreprises de haute technologie,...). Mais il va devoir faire face à un nouvel adversaire, insaisissable : la résistance palestinienne.

Celle-ci est dirigée par l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), une coalition dominée par le mouvement *Fatah* de Yasser Arafat. Elle tire parti de la guerre civile qui a éclaté au Liban en 1975 pour constituer des bases solides dans ce pays. Israël tente de l'étouffer en attaquant le malheureux Liban en 1982. Mais *Tsahal* ne tarde pas à s'enliser face à la guérilla.

Dans le même temps, la révolution islamique de Téhéran (1978) suscite la naissance de mouvements de résistance *islamistes*, rivaux de l'OLP *laïque*. Ceux-ci provoquent en 1987-1992 un premier soulèvement populaire dans les territoires occupés depuis 1967 (Cisjordanie et Gaza). Cette *Intifada* (ou «*guerre des pierres*») menée par des enfants laisse *Tsahal* démunie.

Le premier ministre israélien Yitzhak Rabin, qui a la réputation d'un «*dur*», n'en entame pas moins des négociations secrètes avec Yasser Arafat. Elles aboutissent aux «*accords d'Oslo*», conclus le 13 septembre 1993. Par ces accords, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à l'existence tandis que *Tsahal* s'engage à évacuer en cinq ans la Cisjordanie et la bande de Gaza, occupées en 1967, et à remettre leur administration à une *Autorité palestinienne*.

C'est le début d'une double scission :

- en Israël, entre «*colombes*» et «*faucons*» : ces derniers rejettent toute concession supplémentaire et la création d'un État palestinien,
- chez les Palestiniens, entre l'OLP et les mouvements islamistes : ces derniers, tel le *Hamas*, s'en tiennent à l'objectif de rayer Israël de la carte.

Comme l'Égyptien Sadate en 1981, Rabin est assassiné en 1995 par un extrémiste pour avoir tenté de sortir le conflit de l'impasse.

Une seconde *Intifada* éclate en septembre 2000. L'ancien général Ariel Sharon, devenu premier ministre, lance en février 2005 la construction d'une «*barrière*» de 700 km entre Israël et les territoires occupés pour protéger le pays des attentats-suicides, autant que faire se peut. L'armée israélienne organise l'évacuation de la Cisjordanie et Gaza et abandonne ces territoires à l'Autorité palestinienne et à son nouveau président, Mahmoud Abbas, successeur de Yasser Arafat.

En juin 2007, les habitants de Gaza, excédés par la corruption qui gangrène l'OLP, offrent une victoire électorale au *Hamas* islamiste. Celui-ci en profite pour chasser de la bande de Gaza les représentants de l'OLP et les milices du *Fatah* au terme d'un bref et violent affrontement armé. La bande de Gaza est aussitôt isolée, tant par les Israéliens que par les Égyptiens et les Européens qui lui refusent toute nouvelle aide...

«*Plomb durci*» : jeu de dupes

Le samedi 27 décembre 2008, l'aviation israélienne bombarde les immeubles du *Hamas* à Gaza, en prélude à l'invasion du territoire, une semaine plus tard, le 3 janvier 2009. C'est l'opération «*Plomb durci*», qui vise à mettre fin aux tirs de roquettes qui frappent le sud d'Israël à partir de la bande de Gaza.

- Par cette action brutale et à haut risque, très différente des opérations «chirurgicales» dans lesquelles l'armée et les services secrets israéliens s'étaient rendus maîtres dans les années 1960-1970, la coalition au pouvoir, minée par des affaires de corruption, veut surtout prouver sa détermination à la veille d'élections législatives importantes, le 10 février 2009, en Israël.

- Par ses provocations calculées et par la riposte israélienne, le *Hamas* se pose en héros et martyr de la cause palestinienne et tente de discréditer le président palestinien Mahmoud Abbas, jugé trop mou, à la veille de la reconduction de son mandat, en janvier 2009...

Ces jeux de dupes, conduits par des seconds couteaux, ont toute chance d'aggraver le désordre régional avec des conséquences encore imprévisibles, comme en 2003 l'offensive américaine contre l'Irak.

L'imbroglie démographique

La solution au conflit du Proche-Orient, si elle advient un jour, nécessitera de nouveaux leaders dotés de sagesse et de courage comme Sadate et Rabin. Cette solution devra prendre en compte une évolution démographique contrastée : sur le territoire de l'ancienne Palestine, la population non-juive devrait dépasser en nombre la population juive vers 2015...

Le sionisme menacé par les colons juifs



L'historien israélien Élie Barnavi a publié en 2009 un essai audacieux : *Aujourd'hui, ou peut-être jamais* (éditions André Versaille), dans lequel il plaide pour une intervention ferme de la diplomatie américaine au Proche-Orient et surtout s'inquiète des conséquences de la colonisation rampante des territoires occupés.

Élie Barnavi fait valoir qu'à grignoter incessamment la Cisjordanie occupée par Israël en 1967, les colons juifs et les groupuscules d'extrême-droite qui les soutiennent compromettent l'avènement d'un État palestinien viable avec des frontières pertinentes.

Cela signifie à terme une imbrication de plus en plus étroite des populations juives et non-juives entre la Méditerranée et le Jourdain, dans un État binational, composé de l'État d'Israël proprement dit et de territoires palestiniens totalement dépendants de leur tuteur. Une situation proche, qu'on le veuille ou non, de l'*apartheid* sud-africain.

À terme, compte tenu de la croissance démographique plus rapide des musulmans, cette situation ne peut déboucher que sur une explosion ou sur la dissolution de l'État juif dans un État binational. Ce serait la fin du rêve sioniste.

Pour l'historien, il ne fait pas de doute que la seule alternative demeure la création à brève échéance d'un État palestinien viable et indépendant. Cette conviction est partagée par la majorité des Israéliens, y compris à droite ! Mais du fait d'une Constitution qui permet aux groupuscules ultra-religieux d'imposer leurs conditions à toutes les coalitions de gouvernement, aucun Premier ministre n'a encore pu la mettre en oeuvre.

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article ? OUI NON

Vos suggestions